

Le ministre a laissé entendre que ce programme encouragerait les fabriques à investir dans de nouvelles machines, à accroître leur efficacité et à engager plus d'ouvriers. Je pense qu'il n'en sera rien. Les fabriques qui fonctionnent actuellement pendant un temps limité avec une seule équipe n'investiront pas dans de nouvelles machines dont elles n'ont pas besoin pour répondre à la demande. Si la demande augmente, elles engageront plus d'ouvriers. Elles ne feront pas ce que la General Motors projette de faire le 1^{er} juillet, c'est-à-dire fermer complètement pendant un mois ou plus, si bien qu'aucun employé ne travaillera.

La décision du ministre de réduire de 500 millions de dollars l'impôt des sociétés aura pour effet d'accroître considérablement leurs bénéfices. Le ministre a donné une poule aux œufs d'or aux sociétés du pays alors qu'elles n'en ont pas besoin. La simple vérité est que les bénéfices des sociétés augmentent énormément. Je sais bien que certains députés m'accuseront de parti pris, de partialité. Ils ont peut-être raison. Qu'on me permette donc de donner des preuves de mon affirmation selon laquelle les bénéfices des sociétés augmentent considérablement et celles-ci n'ont pas besoin de la carotte que leur tend le ministre des Finances (M. Turner). Je vais citer un extrait du *Financial Times* du 8 mai 1972. Sous le titre «Profits are looking better», voici ce qu'on lit:

• (1740)

Les bénéficiés des sociétés canadiennes maintiennent le relèvement amorcé au printemps dernier, grâce aux réductions d'impôts et à la plus grande latitude laissée au consommateur. Les gains pour le premier trimestre sont exceptionnels. Un sondage pour le premier trimestre au Canada, portant sur 93 sociétés publiques, a constaté des bénéfices de 27 p. 100 supérieurs à ceux de la même période l'année dernière. Les bénéfices des sociétés tant privées que publiques ont augmenté de 18 p. 100 par rapport à 1970.

L'article donne ensuite quelques exemples. Les bénéfices du premier trimestre de la Steel Company of Canada Limited avaient augmenté de 55 p. 100, ceux de la Royal Trust Company de 60 p. 100 et ceux du Traders' Group Limited de 30 p. 100. L'Imperial Oil avait avancé de 33 p. 100 pour le premier trimestre, Dupont du Canada avait enregistré une avance considérable et la Ford Motor Company of Canada une avance de 60 p. 100.

C'est dans une telle conjoncture que le ministre a proposé et que les députés de l'arrière-plan du gouvernement appuieront cet outrage qu'on fera subir aux contribuables en accordant aux sociétés un autre montant de 500 millions. N'oublions pas que le ministre propose qu'à compter du 1^{er} janvier 1973, le dégrèvement de 3 p. 100 de l'impôt sur le revenu des particuliers institué à l'automne de 1971 à titre de mesure temporaire ne soit plus accordé. Les simples contribuables ne jouiront donc pas du dégrèvement d'impôt qu'obtiendront les sociétés, mais seront assujettis à une hausse de 3 p. 100 de leur impôt sur le revenu.

Il est vrai que les prestations accordées aux pensionnés de la vieillesse et aux anciens combattants seront accrues. Mais ces hausses sont réclamées par les députés de tous les partis de l'opposition depuis deux ou trois ans et ont été refusées à maintes reprises par le gouvernement. Pourquoi prend-il donc cette initiative maintenant? C'est parce que le gouvernement surveille les sondages d'opinion publique. Sa popularité est à la baisse, de sorte qu'il tente d'acheter les vieillards pensionnés. Je soutiens que ces derniers ont une mémoire beaucoup plus fidèle que ne le croit le gouvernement. Ils savent ce que le gouverne-

[M. Oriikow.]

ment a fait. Ils savent que celui-ci a refusé pendant trois ans d'accorder les augmentations nécessaires.

Pour quelle raison le gouvernement suit-il une politique budgétaire aussi stupide? Il le fait parce qu'il est entiché de l'idée que le seul bien qui puisse être fait dans le domaine économique doit être fait par le secteur privé. Tout ce que fait le secteur privé est bon. S'il veut construire un autre poste d'essence ou un autre supermarché c'est bien, même si nous n'en avons pas besoin. Mais si le gouvernement dépense des sommes d'argent pour enrayer la pollution ou pour construire des logements ou aider des centres communautaires, c'est mauvais, c'est une action inflationniste. C'est la raison pour laquelle le gouvernement met l'accent uniquement sur le secteur privé et même pas sur l'ensemble du secteur privé mais plutôt sur les 95 grosses sociétés qui remplissent la caisse électorale du parti libéral.

[Français]

M. l'Orateur suppléant (M. Boulanger): A l'ordre. Comme il est 5h45 du soir, je dois, conformément au paragraphe (7) de l'article 60 du Règlement, interrompre les délibérations et mettre immédiatement aux voix l'amendement dont la Chambre est maintenant saisie.

[Traduction]

(L'amendement de M. Lambert (Edmonton-Ouest), mis aux voix, est rejeté par 113 voix contre 75.)

• (1750)

[Vote n° 20]

ONT VOTÉ POUR:

MM.	MM.
Aiken	Lundrigan
Alexander	MacDonald (Egmont)
Alkenbrack	MacInnis (Cape
Asselin	Breton-East Richmond)
Baldwin	MacInnis (M ^{me})
Barnett	MacKay
Bell	MacLean
Bigg	Macquarrie
Blackburn	MacRae
Brewin	McCleave
Broadbent	McGrath
Burton	McKinley
Coates	Marshall
Dinsdale	Mather
Dionne	Mazankowski
Downey	Moore
Fairweather	Muir
Flemming	Murta
Fortin	Nielsen
Gilbert	Noble
Gleave	Nystrom
Godin	Orlikow
Grills	Paproski
Gundlock	Peters
Hales	Ricard
Hees	Rock
Horner	Rodrigue
Howard (Skeena)	Rondeau
Howe	Rose
Knight	Rowland
Knowles (Winnipeg-	Ryan
Nord-Centre)	Rynard
Lambert	Skoberg
(Bellechasse)	Stewart (Marquette)
Lambert	Tétrault
(Edmonton-Ouest)	Thompson (Red Deer)
Laprise	Valade
La Salle	Wooliams
Latulippe	Yewchuk—75.
Lewis	